



Pendant la pandémie de COVID-19, un enfant est scolarisé à domicile dans l'État de Guerrero, au Mexique.

L'INÉGALITÉ

aux temps de la COVID-19

Tous les paramètres ne se valent pas pour évaluer la disparité des effets de la pandémie

Francisco H. G. Ferreira

Les graves répercussions de la pandémie de COVID-19 ressortent clairement des chiffres. En effet, plus de 3,1 millions de personnes sont décédées à ce jour, et 120 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté, et le monde connaît une récession de grande ampleur. Tandis que les souffrances et la pauvreté se sont exacerbées, certaines données révèlent qu'un autre phénomène extrême s'accroît : la richesse des milliardaires.

L'extrême pauvreté et la richesse des milliardaires étant toutes deux en hausse, l'effet de la pandémie sur les inégalités peut sembler évident. La réalité n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

L'inégalité est un concept à propos duquel il est notoirement difficile de tirer des conclusions définitives. Inégalité

de quoi ? De revenu des ménages ou de PIB par habitant ? Ou même des taux de mortalité, selon les groupes ? L'inégalité entre qui : doit-elle être considérée au niveau des personnes ? Des ménages ? Des pays ? Même lorsque les modalités de répartition sont précisées, c'est-à-dire qu'on sait clairement ce qui est réparti et entre qui, les conclusions définitives quant à savoir dans quelle direction vont les inégalités dépendront généralement des éléments de la répartition qui vous intéressent le plus. Différentes mesures de l'inégalité, telles que le coefficient de Gini, l'indice de Theil et la part de revenu des plus riches, sont influencées par différents éléments de la répartition et peuvent en principe classer différemment l'inégalité avant et après la pandémie. Pour évaluer les effets différenciés de la pandémie,

il importe au plus haut point de connaître précisément la nature de l'inégalité mesurée.

Commençons par observer comment la mortalité due à la COVID-19 est répartie dans le monde. En appliquant le concept des années de vie perdues à cause de la maladie, qui sont estimées à partir de l'âge au décès et de l'espérance de vie résiduelle à cet âge, on constate que la mortalité liée à la pandémie est *directement* corrélée au revenu national par habitant, bien que les systèmes de santé et de prévention publique soient meilleurs dans les pays riches (Ferreira *et al.*, 2021). Le graphique (voir page suivante) indique le nombre d'années de vie perdues à cause de la pandémie pour 100 000 habitants en fonction du PIB par habitant pour 145 pays, les deux axes étant gradués en échelle logarithmique.

Bien qu'il y ait des variations sensibles à chaque niveau de revenu, la mortalité au Brésil (ajustée en fonction de la population) étant 1 000 fois supérieure à celle en Thaïlande, par exemple, la corrélation reste évidente. Les pays riches perdent plus d'années de vie par habitant que les pays pauvres. L'erreur de mesure est sûrement considérable. En effet, il est évident qu'un certain nombre de pays pauvres, comme le Burundi et la Tanzanie, ne déclarent pas tous les décès. Mais la corrélation est si forte qu'il est peu probable qu'elle soit illusoire. Elle tient, entre autres, au fait que les pays riches comptent plus de personnes âgées et que la létalité est étroitement liée à l'âge. L'espérance de vie plus élevée, les taux supérieurs d'urbanisation et la propagation de la pandémie le long des principales routes commerciales ont sûrement aussi joué un rôle.

Et l'inégalité de revenus ?

Mais qu'en est-il de la répartition des *revenus*, plutôt que de la mortalité ? Dans quel sens l'inégalité des revenus au niveau international a-t-elle évolué pendant la pandémie ? Notons que l'inégalité des revenus à l'échelle mondiale peut être interprétée d'au moins trois façons : tout d'abord, il faut se demander comment, pendant la pandémie de COVID-19, la répartition du PIB par habitant a évolué entre les pays, ce que Branko Milanovic appelle « concept 1 » d'inégalités internationales. Dans un récent article, Angus Deaton, lauréat du prix Nobel, montre qu'en moyenne, les pays riches ont également enregistré des contractions économiques *plus importantes* que les pays pauvres en 2020 (Deaton, 2021). Et bien qu'en soi, ce résultat ne veuille pas nécessairement dire que les inégalités entre les pays se soient atténuées, il s'avère que la tendance réelle à la baisse des revenus a effectivement donné lieu à une *réduction* des inégalités (non pondérées) entre les pays en 2020, qu'elles soient mesurées au moyen du coefficient de Gini, de l'indice de Theil ou du coefficient de variation. Il s'agit là du prolongement de la tendance observée depuis le début du millénaire, lorsque les inégalités internationales (concept 1) ont commencé à reculer, essentiellement grâce à l'essor de la Chine et de

l'Inde. Mais Deaton affirme que la pandémie a plutôt *accélééré* cette réduction.

Ce calcul prend les pays comme unité de mesure et accorde donc le même poids au Luxembourg qu'à la Chine. On peut aussi se demander comment, pendant la pandémie, la répartition du PIB par habitant a évolué entre les pays *lorsque ceux-ci sont pondérés par la population*. Cette approche revient à mesurer les inégalités dans une répartition imaginaire de tous les individus dans le monde, où chacun se voit attribuer le PIB par habitant de son pays, ce qui correspond au « concept 2 » d'inégalités internationales de Milanovic.

Lorsque les écarts de PIB par habitant sont pondérés par la population, on constate que les inégalités entre les pays se sont *creusées* en 2020, ce qui, selon Deaton, peut être attribué à la pandémie. Plus précisément, ce phénomène peut être attribué à la forte contraction économique de l'Inde, qui a beaucoup souffert à la fois en termes de mortalité et de résultats économiques, avant même la deuxième vague

L'inégalité est un concept à propos duquel il est notoirement difficile de tirer des conclusions définitives.

particulièrement virulente de 2021. Bien que la croissance positive de la Chine (et le nombre bien moindre de décès) contribue à contrebalancer le fléchissement de l'Inde, la Chine est désormais trop proche du revenu moyen mondial pour compenser complètement les pertes économiques de l'Inde. S'il est fait abstraction de l'Inde, les inégalités selon le concept 2 continuent de reculer, comme elles le font depuis les années 90. Étant donné son effet sur l'Inde, la pandémie a *effectivement* contribué à inverser la tendance qui était observée jusqu'à présent, à savoir le recul des inégalités pondérées entre les pays.

Bien entendu, les gens sont très loin de percevoir le même revenu dans un pays donné. Le concept 3 d'inégalités internationales renvoie à l'inégalité entre tous les individus de la planète lorsqu'on leur attribue leurs *propres* revenus. Il s'agit peut-être là du concept d'inégalités internationales de Milanovic le plus intéressant, et c'est le seul qui prenne en compte l'inégalité *au sein* des pays. Pour de nombreuses « bonnes » mesures des inégalités, le concept 3 correspond simplement à la somme des inégalités (correctement pondérées) au sein des pays et des inégalités entre les pays relevant du concept 2.

Étant donné que les inégalités calculées selon le concept 2 semblent s'être aggravées en 2020, il suffirait que l'inégalité « moyenne » au sein des pays ait également augmenté pour pouvoir conclure que les inégalités

internationales entre les individus se sont exacerbées pendant la pandémie, comme le pensent la plupart des gens. Malheureusement, il est trop tôt pour dire si c'est le cas ou non : les données concernant les revenus individuels proviennent d'enquêtes auprès des ménages et de sources administratives qui ne sont tout simplement pas encore disponibles pour 2020. Pour la plupart des pays, il faudra attendre au moins un an, et généralement plus, avant de disposer de données sur les inégalités de revenus en interne.

Pour l'instant, cependant, il semble tout à fait plausible que les inégalités s'accroissent dans de nombreux pays, compte tenu de l'augmentation de la pauvreté et de l'augmentation des revenus des milliardaires. Il est raisonnable de penser que la pandémie a à la fois engendré de nouvelles inégalités et creusé les écarts de revenus qui existaient déjà au sein des pays. Les données tirées de nombreux pays montrent depuis longtemps que les personnes qui entrent sur le marché du travail pendant une grave récession gagnent moins que ceux qui les précèdent et les suivent immédiatement, et que ces écarts persistent pendant de nombreuses années. En provoquant une

récession mondiale de grande envergure, la COVID-19 a certainement créé de nouvelles inégalités entre les cohortes de jeunes.

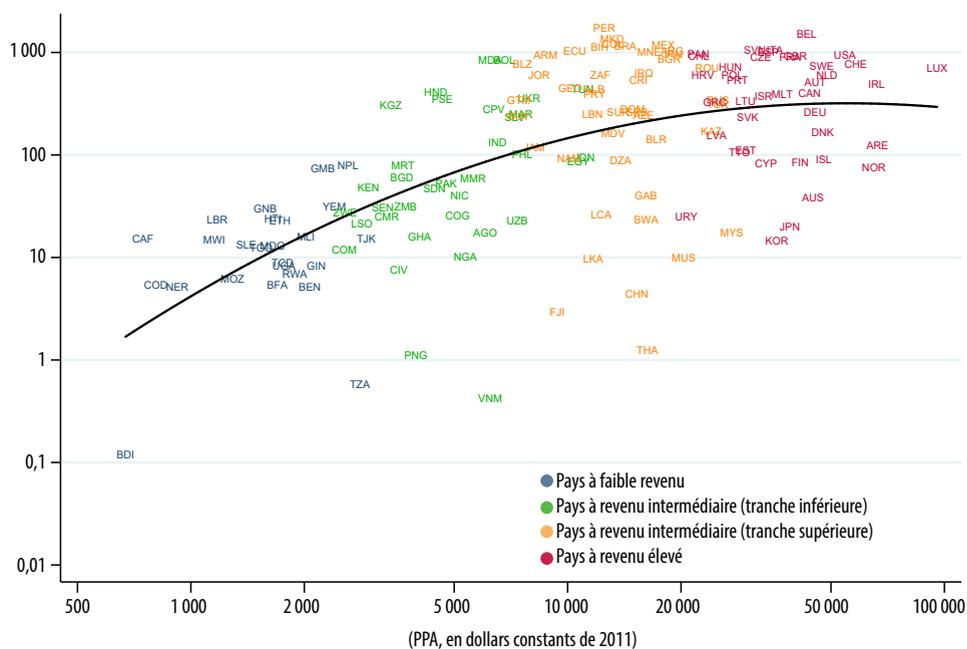
Conditions préexistantes

La pandémie a également exacerbé les inégalités qui prévalaient déjà sur le marché du travail, en grande partie parce que le fait de pouvoir travailler à distance est fortement corrélé à l'éducation, et donc aux revenus perçus avant la pandémie. Malgré tous les discours sur les « travailleurs essentiels » et sur le fait que tout le monde est « dans le même bateau », la triste réalité est que ce sont sans doute les travailleurs peu qualifiés et sans instruction qui ont été le plus durement touchés par les pertes d'emploi et de revenu. Les premières indications provenant de sources de mégadonnées publiques et privées aux États-Unis semblent le confirmer, même s'il existe à cet égard des nuances intéressantes que nous n'avons pas le loisir d'aborder ici. Dans les pays en développement, les mêmes mécanismes du marché du travail sont, au mieux, stimulés par l'emploi informel : lorsque la main-d'œuvre peu qualifiée travaille essentiellement dans le secteur informel, les travailleurs en

Richesse et santé

Malgré leurs avantages, les pays riches ont perdu davantage d'années de vie en raison de la pandémie que de nombreux pays pauvres.

(années de vie pour 100 000 personnes)



Source : Ferreira *et al.* (2021).

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PPA = parité de pouvoir d'achat.

question n'ont pas droit au chômage technique ni à l'assurance chômage. Cette année, des centaines de millions d'entre eux se sont trouvés chaque jour face à un choix très ardu : rester chez eux en sécurité, ou affronter le risque de contagion pour nourrir leur famille.

Compte tenu des différences qui existaient déjà sur le plan professionnel pour des raisons de race et de genre, l'exacerbation de ces inégalités sur le marché du travail s'est sans doute traduite dans de nombreux pays par des disparités encore plus marquées entre les races et les genres. Qui plus est, sachant que ce sont les femmes qui ont assumé la majeure partie de la charge supplémentaire liée à la garde des enfants et aux tâches ménagères, il est plus que probable que les inégalités de revenu entre sexes se soient encore creusées.

Les marchés de capitaux sont également susceptibles d'avoir joué un rôle non négligeable dans la création d'inégalités pendant la pandémie, en particulier aux échelons supérieurs. Face à l'effondrement économique généralisé de mars et avril 2020, les principales banques centrales du monde ont encore assoupli leur politique monétaire, injectant énormément de liquidités sur les marchés financiers. Si cette stratégie n'a pas encore débouché sur le renchérissement des biens, elle a sans nul doute contribué à maintenir le prix des actifs à un niveau élevé. C'est là la principale raison pour laquelle les marchés boursiers ont explosé alors même que les pays sur lesquels ils reposent étaient plongés dans le marasme. Si ces mesures de politique monétaire portaient d'une bonne intention et qu'elles ont probablement contribué à éviter des faillites et à préserver des emplois, elles ont néanmoins gonflé la valeur d'actifs détenus principalement par des riches et ont joué un rôle assez direct dans la hausse généralisée des revenus des milliardaires. Avoir des actions Amazon ou Zoom n'était pas la seule manière de s'enrichir durant cette période.

Transferts sociaux

Pourtant, malgré les multiples raisons pour lesquelles on peut s'attendre que la pandémie ait creusé les inégalités de revenu au sein des pays, nous ne pouvons encore être sûrs de la mesure dans laquelle elles se sont généralisées. En particulier, des preuves nous venant de certains endroits (en apparence) improbables tendent aujourd'hui à montrer que les mesures de protection sociale, tels que les transferts destinés aux travailleurs pauvres et vulnérables, fonctionnent plutôt bien. Les travaux préliminaires du groupe très respecté de réflexion brésilien IPEA donnent à penser que de généreux transferts au titre de l'« aide d'urgence » ont permis de *réduire* à la fois la pauvreté et les inégalités au Brésil entre mai et septembre 2020, malgré la réponse désastreuse du pays à l'urgence sanitaire. Des allégations similaires ont été avancées à propos de cinq

pays européens : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et la Suède (Clark, D'Ambrosio et Lepinteur, 2020).

Il en résulte que nous ne saurons pas avec certitude comment la pandémie a influé sur les inégalités de revenu au sein des pays tant que des données fiables tirées d'enquêtes auprès des ménages et de sources administratives ne seront pas disponibles. En attendant, la bonne nouvelle restant à confirmer, à savoir que les transferts peuvent, du moins à court terme, être une solution efficace, devrait inciter d'autres pays à agir. Mais il faut aller plus loin : la nouvelle inégalité, la plus insidieuse peut-être, engendrée par la pandémie est celle créée entre les enfants qui ont pu poursuivre leur scolarité au cours de l'année écoulée, que ce soit en présentiel ou en ligne, et les enfants qui n'ont pas pu le faire, en raison d'une connectivité insuffisante, ou à des écoles plus pauvres, moins résistantes. Bon nombre d'élèves appartenant à cette dernière catégorie risquent fort de prendre un retard considérable dans leur scolarité, voire de purement et simplement abandonner leurs études. Les inégalités d'apprentissage et de scolarisation qui découlent de ces différences sont aussi frappantes que répandues, et lorsque ces enfants rejoindront la population active, les conséquences risquent de se faire sentir pendant des décennies.

Le tableau général qui se dégage de ces considérations est, pour l'instant, celui du comblement des écarts de revenu entre les pays (lorsqu'ils ne sont pas pondérés par la population) et, à titre préliminaire et spéculatif, du creusement des écarts au sein des pays, en moyenne. Compte tenu des dynamiques en matière d'éducation et sur le marché du travail décrites ci-avant, il est bien possible que les écarts au sein des pays persistent pendant plus d'une génération. Il semble de surcroît désormais plausible que même les inégalités non pondérées entre pays puissent s'exacerber en 2021 si les disparités en termes de vaccination permettent à des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni et certaines régions de l'Asie développée de se relever beaucoup plus rapidement que l'Inde, l'Amérique latine et la majorité des pays d'Afrique. **FD**

FRANCISCO H. G. FERREIRA est titulaire de la chaire Amartya Sen d'études sur les inégalités et directeur de l'Institut des inégalités internationales à la London School of Economics.

Bibliographie :

Clark, Andrew, Conchita D'Ambrosio, and Anthony Lepinteur. 2020. "The Fall in Income Inequality during COVID-19 in Five European Countries." ECINEQ Working Paper 2020-565, Society for the Study of Economic Inequality, Palma de Mallorca, Spain.

Deaton, Angus. 2021. "COVID-19 and Global Income Inequality." NBER Working Paper 28392, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

Ferreira, Francisco, Olivier Sterck, Daniel Mahler, and Benoît Decerf. 2021. "Death and Destitution: The Global Distribution of Welfare Losses from the COVID-19 Pandemic." *LSE Public Policy Review* 1(4), 2.